



P R O T O C O L E
ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU PEROU
ET LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE
RELATIF AUX CONDITIONS DE FINANCEMENT DE
DIVERS PROJETS D'EQUIPEMENT

Animés du souhait commun de renforcer les liens traditionnels d'amitié et de coopération qui les unissent, le Gouvernement de la République du Pérou et le Gouvernement de la République française sont convenus de conclure le présent protocole en vue de favoriser le développement économique du Pérou.

A cet effet, le Gouvernement de la République française met à la disposition du Pérou, au titre de l'année 1972, des facilités de crédit d'un montant de 135 millions de francs destinées à financer l'acquisition de biens d'équipement et de services d'origine française.

SECTION I. CREDITS DESTINES A LA CENTRALE HYDRO-ELECTRIQUE DE HUALLANCA (CANON DEL PATO).

ARTICLE 1er - Objet et montant des crédits.

Des facilités de crédit sont consenties pour financer la fourniture par la France de biens d'équipement et de services d'origine française pour un montant évalué à 38 millions de francs.

ARTICLE 2. - Conditions et modalités des crédits.

Les facilités de crédit prévues à l'article 1er ci-dessus prennent la forme :

- d'un prêt d'un montant maximum de 15,2 millions de francs consenti par le Trésor français au Trésor péruvien, pour une durée de 20 ans, au taux de 3,5 % l'an ;
- de crédits privés garantis par la Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur, à concurrence d'un maximum de 60 % de la part rapatriable, d'une durée de 10 ans.

SECTION II. CREDITS DESTINES A UNE INSTALLATION DE COULEE CONTINUE.

ARTICLE 3. - Objet et montant des crédits.

Des facilités de crédit sont consenties pour financer la fourniture par la France de biens d'équipement et de services d'origine française pour un montant évalué à 27,5 millions de francs.

ARTICLE 4. - Conditions et modalités des crédits.

Les facilités de crédit prévues à l'article 3 ci-dessus prennent la forme :

- d'un prêt d'un montant de 8.250.000 francs consenti par le Trésor français au Trésor péruvien, pour une durée de 20 ans, au taux de 3,5 % l'an ;
- de crédits privés garantis par la Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur, à concurrence d'un maximum de 70 % de la part rapatriable, d'une durée de 10 ans.

.../...

SECTION III. CREDITS DESTINES A L'INSTALLATION D'UNE
LIGNE D'ETAMAGE ELECTROLYTIQUE.

ARTICLE 5. - Objet et montant des crédits.

Des facilités de crédit sont consenties pour financer la fourniture par la France de biens d'équipement et de services d'origine française pour un montant évalué à 35 millions de francs.

ARTICLE 6. - Conditions et modalités des crédits.

Les facilités de crédit prévues à l'article 5 ci-dessus prennent la forme :

- d'un prêt d'un montant de 12.250.000 francs consenti par le Trésor français au Trésor péruvien, pour une durée de 20 ans, au taux de 3,5 % l'an ;
- de crédits privés garantis par la Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur, à concurrence d'un maximum de 65 % de la part rapatriable, d'une durée de 10 ans.

SECTION IV. CREDITS DESTINES A L'INSTALLATION D'UN
TRAIN MARCHAND A CHIMBOTE.

ARTICLE 7. - Objet et montant des crédits.

Des facilités de crédit sont consenties pour financer la fourniture par la France de biens d'équipement et de services d'origine française pour un montant évalué à 15 millions de francs.

ARTICLE 8. - Conditions et modalités des crédits.

Les facilités de crédit prévues à l'article 7 ci-dessus prennent la forme :

- d'un prêt d'un montant de 3 millions de francs consenti par le Trésor français au Trésor péruvien, pour une durée de 15 ans, au taux de 3,5 % l'an ;
- de crédits privés garantis par la Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur, à concurrence d'un maximum de 80 % de la part rapatriable, d'une durée de 10 ans.

SECTION V. CREDITS DESTINES A LA FOURNITURE
DE MATERIELS DE TELE-ENSEIGNEMENT.

ARTICLE 9. - Objet et montant des crédits.

Des facilités de crédit sont consenties pour financer la fourniture par la France de biens d'équipement et de services d'origine française pour un montant évalué à 17,5 millions de francs.

ARTICLE 10.- Conditions et modalités de crédits.

Les facilités de crédit prévues à l'article 9 ci-dessus prennent la forme :

- d'un prêt d'un montant maximum de 5.250.000 francs consenti par le Trésor français au Trésor péruvien, pour une durée de 15 ans au taux de 3,5 % l'an ;
- de crédits privés garantis par la Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur, à concurrence d'un maximum de 70 % de la part rapatriable, d'une durée de 10 ans.

.../...

SECTION VI. DISPOSITIONS COMMUNES.ARTICLE 11. - Complément de financement.

Des facilités de crédit d'un montant de 2 millions de francs, qui ne sont pas affectées à la date de la signature du présent protocole, pourront être utilisées à titre d'ajustement des évaluations figurant aux articles 1er, 3, 5, 7, et 9 ci-dessus.

Dans ce cas, le prêt du Trésor sera calculé par application du pourcentage retenu pour l'opération qui donnera lieu à un tel ajustement et utilisé selon les modalités prévues à ce titre.

ARTICLE 12. - Monnaie.

La monnaie de compte et de règlement est le franc français.

ARTICLE 13. - Mécanisme d'utilisation des crédits.

Le financement des opérations visées aux articles 1er, 3, 5, 7 et 9 ci-dessus est assuré par l'utilisation conjointe des prêts du Trésor français et des crédits privés garantis.

Le montant des droits de tirage sur les prêts du Trésor ne peut excéder une fraction du montant rapatriable en France des commandes de biens et services français passées aux entreprises françaises ; cette fraction est de 40 % pour l'opération visée à la section I, de 35 % pour l'opération visée à la Section III, de 30 % pour les opérations visées aux Sections II et V et de 20 % pour l'opération visée à la Section IV.

L'utilisation des prêts du Trésor français est réservée au financement des acomptes versés aux fournisseurs.

ARTICLE 14. - Amortissement des prêts du Trésor.

Les prêts du Trésor prévus aux articles 2, 4 et 6 ci-dessus sont amortis en 18 annuités égales, la première échéant le 31 décembre de la deuxième année suivant celle au cours de laquelle les tirages ont été effectués.

Les prêts du Trésor prévus aux articles 8 et 10 ci-dessus sont amortis en 13 annuités égales, la première échéant le 31 décembre de la deuxième année suivant celle au cours de laquelle les tirages ont été effectués.

Les intérêts afférents à tous les prêts du Trésor sont payés en même temps que le capital, sur les montants restant dus.

ARTICLE 15. - Amortissement des crédits privés garantis.

Les crédits privés garantis prévus aux articles 2, 4, 6, 8 et 10 ci-dessus sont amortis en 20 semestrialités égales, la première échéant six mois après la date de chacune des livraisons, celle de la fin des livraisons, ou éventuellement celle de la fin du montage, selon la date d'achèvement des prestations contractuelles fixée par les contrats commerciaux.

.../...

ARTICLE 16. - Garantie.

Les crédits accordés au Pérou en application du présent Protocole bénéficient de la garantie de paiement et de transfert du gouvernement péruvien, accordée directement ou par l'intermédiaire de la Banque de la Nation.

ARTICLE 17. - Convention d'application.

Une convention sera passée entre la Direction du Crédit public du Ministère péruvien de l'Economie et des Finances et le Crédit National en vue de définir les modalités pratiques de versement et de remboursement des prêts du Trésor français.

ARTICLE 18. - Durée de validité.

La durée de validité des dispositions du présent Protocole est d'un an à compter de son entrée en vigueur. Cette durée est le délai maximum pendant laquelle des contrats passés au titre de ce Protocole doivent être signés et entrer en vigueur.

ARTICLE 19. - Entrée en vigueur.

Le présent accord entrera en vigueur à compter d'une date qui sera fixée d'un commun accord, après l'accomplissement, que les deux gouvernements se notifieront, des procédures requises par le droit de chacun des Etats signataires.

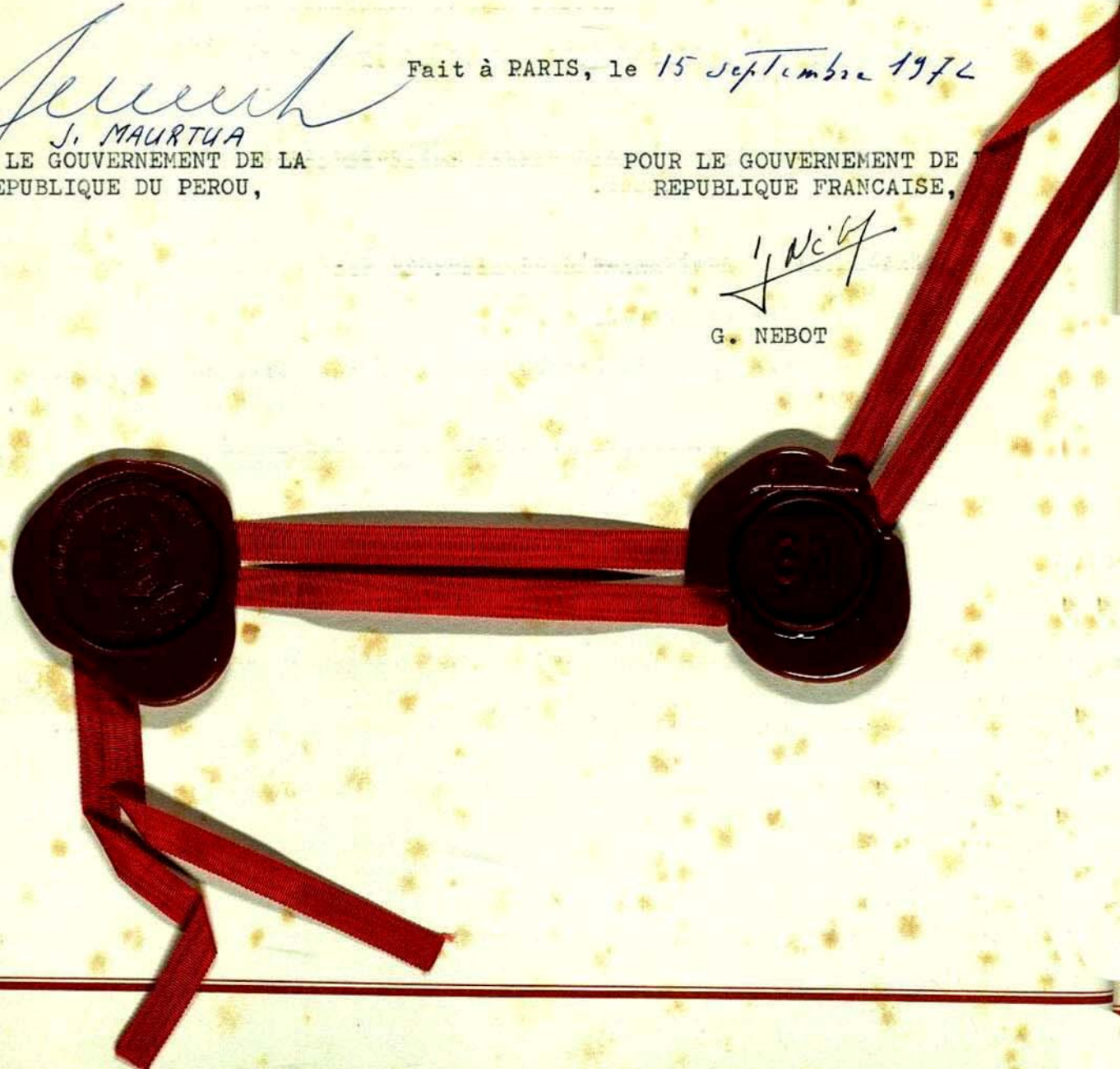
*64
C.M.*

Fait à PARIS, le 15 septembre 1976

J. Maurtua
J. MAURTUA
POUR LE GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE DU PEROU,

POUR LE GOUVERNEMENT DE
REPUBLIQUE FRANCAISE,

G. Nebot
G. NEBOT



PARIS, le

Monsieur le Président,

Au cours des conversations relatives au Protocole signé ce jour, j'ai appelé votre attention sur le caractère estimatif de certains des montants auxquels est actuellement évalué le coût des opérations qui y sont inscrites.

Vous avez bien voulu m'indiquer :

1°/ que les autorités françaises seraient en principe disposées à consentir au gouvernement péruvien des facilités de crédit complémentaires sous la forme de crédits privés garantis par la Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur, pour financer les majorations éventuelles, à titre d'ajustement, des montants rapatriables mentionnés dans le Protocole.

2°/ que les crédits éventuellement dégagés lors d'une révision en baisse de ces évaluations pourraient être utilisés au financement des projets dont le coût serait majoré.

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir confirmer l'accord de votre gouvernement à ce sujet.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.


J. MAURTUA

Monsieur le PRESIDENT
de la Délégation française
=====

PARIS, le

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour dont le texte est le suivant :

"Au cours des conversations relatives au Protocole signé ce jour, j'ai appelé votre attention sur le caractère estimatif de certains des montants auxquels est actuellement évalué le coût des opérations qui y sont inscrites.

Vous avez bien voulu m'indiquer :

ca
ca
1°/ que les autorités françaises seraient en principe disposées à consentir au gouvernement péruvien des facilités de crédit complémentaires sous la forme de crédits privés garantis par la Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur, pour financer les majorations éventuelles, à titre d'ajustement, des montants rapatriables mentionnés dans le Protocole.

2°/ que les crédits éventuellement dégagés lors d'une révision en baisse de ces évaluations pourraient être utilisés au financement des projets dont le coût serait majoré.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir me confirmer l'accord de votre gouvernement à ce sujet".

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord de mon gouvernement sur ce qui précède.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.



G. NEBOT

Monsieur le PRESIDENT
de la Délégation péruvienne
=====

Animados por el común deseo de reforzar los tradicionales lazos de amistad y de cooperación que los unen, el Gobierno de la República del Perú y el Gobierno de la República Francesa han convenido celebrar el presente protocolo, a fin de favorecer el desarrollo económico del Perú.

Con tal objeto, el Gobierno de la República Francesa pone a la disposición del Perú, para el año de 1972, facilidades de crédito por un monto de 135 millones de Francos, destinadas a financiar la adquisición de bienes de equipamiento y servicios de origen francés.

SECCION I. CREDITOS DESTINADOS A LA CENTRAL HIDRO-ELECTRICA DE HUALLANCA (CAÑON DEL PATO)

ARTICULO 1º.- Objeto y monto de los créditos.

Se otorga facilidades de crédito para financiar el suministro, de parte de Francia, de bienes de equipamiento y servicios de origen francés, por un monto de 38 millones de francos.

ARTICULO 2º.- Condiciones y modalidades de los créditos.

Las facilidades de crédito previstas en el artículo anterior son las siguientes :

- un préstamo por un monto máximo de 15,2 millones de francos, otorgado por el Tesoro Francés al Tesoro Peruano, por un plazo de 20 años, con el interés de 3,5 % al año;
- créditos privados garantizados por la "Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur", por un monto máximo de 60 % de la parte repatriable, por un plazo de 10 años.

SECCION II. CREDITOS DESTINADOS A UNA INSTALACION DE COLADA CONTINUA

ARTICULO 3º Objeto y monto de los créditos.

Se otorga facilidades de crédito para financiar el suministro de parte de Francia, de bienes de equipamiento y servicios de origen francés, por un monto de 27,5 millones de francos.



ARTICULO 4º Condiciones y modalidades de los créditos.

Las facilidades de crédito previstas en el artículo 3º son las siguientes :

- un préstamo de 8.250.000 francos otorgado por el Tesoro de Francia al Tesoro del Perú, por un plazo de 20 años, con el interés de 3,5 % al año;
- créditos privados garantizados por "La Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur", por un monto máximo del 70 % de la parte repatriable, por un plazo de 10 años.

SECCION III. CREDITOS DESTINADOS A LA INSTALACION DE UN RENGLON DE ESTAÑADURA ELECTROLITICA

ARTICULO 5º Objeto y monto de los créditos

Se otorga facilidades de crédito para financiar el suministro, de parte de Francia, de bienes de equipamiento y servicios de origen francés, por un monto de 35 millones de francos.

ARTICULO 6º Condiciones y modalidades de los créditos

Las facilidades de crédito previstas en el artículo 5 son las siguientes :

- un préstamo de 12.250.000 francos, otorgado por el Tesoro Francés al Tesoro Peruano, por un plazo de 20 años, al interés de 3,5 % al año;
- créditos privados garantizados por "La Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur", hasta por un máximo del 65 % de la parte repatriable, por un plazo de 10 años.

SECCION IV CREDITOS DESTINADOS A LA INSTALACION DE UN FERROCARRIL DE CARGA A CHIMBOTE

ARTICULO 7º Objeto y monto de los créditos

Se otorga facilidades de crédito para financiar el suministro que haga Francia de bienes de equipamiento y servicios de origen francés, por un monto de 15 millones de francos.



ARTICULO 8º Condiciones y modalidades de los créditos

Las facilidades de crédito previstas en el artículo 7 son las siguientes :

- un préstamo de 3 millones de francos otorgado por el Tesoro Francés al Tesoro Peruano, por un plazo de 15 años, al interés de 3,5 % al año;
- créditos privados garantizados por "La Compagnie Française pour le Commerce Extérieur", hasta un máximo del 80 % de la parte repatriable, por un plazo de 10 años.

SECCION V - CREDITOS DESTINADOS AL SUMINISTRO

DE MATERIALES PARA ENSEÑANZA TELEVISIVA

ARTICULO 9º Objeto y monto de los créditos

Se otorga facilidades de crédito para financiar el suministro hecho por Francia de bienes de equipamiento y de servicios de origen francés, por un monto de 17,5 millones de francos.

ARTICULO 10 Condiciones y modalidades de los créditos

Las facilidades de crédito previstas en el artículo 9 son las siguientes :

- un préstamo por un monto máximo de 5.250.000 francos otorgado por el Tesoro Francés al Tesoro del Perú, por un plazo de 15 años, al interés de 3,5 % al año;
- créditos privados garantizados por "La Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur", por un monto máximo equivalente al 70 % de la parte repatriable, por un plazo de 10 años.

SECCION VI - DISPOSICIONES COMUNES

ARTICULO 11 Complemento de financiamiento

Ciertas facilidades de crédito por un monto de 2 millones de francos, que no están sujetas a la fecha de la firma del



presente protocolo, podrán ser utilizadas a título de reajuste de los montos que figuran en los artículos 1, 3, 5, 7 y 9.

En este caso, el préstamo del Tesoro será calculado aplicando el porcentaje retenido en la operación que dará lugar a un tal reajuste, y utilizado según las modalidades previstas.

ARTICULO 12 Moneda

La moneda para abonos y liquidación es el franco francés.

ARTICULO 13 Mecanismo de aplicación de los créditos

El financiamiento de las operaciones previstas en los artículos 1, 3, 5, 7 y 9, se hace mediante la aplicación conjunta de los préstamos del Tesoro Francés y de los créditos privados garantizados.

El monto de los giros a efectuarse sobre los préstamos del Tesoro no puede exceder una fracción del monto repatriable en Francia de los pedidos de bienes y servicios franceses, efectuados ante las empresas francesas; esta fracción es de 40 % para la operación prevista en la Sección I, de 35 % para la operación prevista en la Sección III, de 30 % para las operaciones previstas en las Secciones II y V, y de 20 % para la operación prevista en la Sección IV.

La aplicación de los préstamos del Tesoro Francés se reserva al financiamiento de los pagos a cuenta efectuados a los proveedores.

ARTICULO 14 Amortización de los préstamos del Tesoro

Los préstamos del Tesoro previstos en los artículos 2, 4 y 6, se amortizan en 18 anualidades iguales, venciendo la primera el 31 de Diciembre del segundo año siguiente al año en el cual se hicieron los retiros de fondos.

Los préstamos del Tesoro previstos en los artículos 8 y 10, se amortizan en 13 anualidades iguales, venciendo la primera el 31 de Diciembre del segundo año siguiente al año en el cual se efectuaron los retiros.



Los intereses relativos a los préstamos del Tesoro se pagarán al mismo tiempo que el capital, sobre las cantidades aún pendientes.

ARTICULO 15 Amortización de los créditos privados garantizados

Los créditos privados garantizados previstos en los artículos 2,4,6, 8 y 10, se amortizan en 20 cuotas semestrales iguales ; la primera vence seis meses después de la fecha de cada una de las entregas, de la fecha del término de las entregas, o de la fecha de la terminación del montaje, según la fecha de terminación de las prestaciones contractuales fijada en los contratos comerciales.

ARTICULO 16 Garantía

Los créditos otorgados al Perú en virtud del presente Protocolo gozan de la garantía de pago y de transferencia del Gobierno Peruano, dada directamente o por intermedio del Banco de la Nación.

ARTICULO 17 Convenio de Aplicación

Se celebrará un convenio entre la Dirección del Crédito Público del Ministerio de Economía y Finanzas del Perú, y el "Crédit National", a fin de establecer modalidades prácticas para el pago y la devolución de los préstamos del Tesoro Francés.

ARTICULO 18 Plazo de validez

El plazo de validez de las disposiciones del presente Protocolo es de un año a partir de su entrada en vigor. Este plazo es el plazo máximo durante el cual deben celebrarse y entrar en vigor los contratos relativos a este Protocolo.

ARTICULO 19 Entrada en vigor

El presente convenio entrará en vigor a partir de una fecha que se fijará de común acuerdo después de la ejecución, que los dos Gobiernos se notificarán, del procedimiento exigido por las leyes de cada uno de los Estados firmantes.

(firmado) J. Maurtua
Por el Gobierno de la
República del Perú

Celebrado en Paris, el 15 de Septiembre de 1972.
(firmado) G. Nebot
Por el Gobierno de la República
de Francia



Paris,

Señor Presidente,

En el curso de las conversaciones respecto al Protocolo firmado el día de hoy, le hice observar el carácter estimativo de algunos montos fijados como costos de las operaciones en él , descritas.

Usted tuvo a bien indicarme :

- 1) que las autoridades francesas estarían, en principio, dispuestas a otorgar al Gobierno Peruano facilidades complementarias de crédito, en forma de créditos privados garantizados por "La Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur", para financiar las eventuales mejoras, a título de reajuste, que se hicieran en los montos repatriables indicados en el Protocolo.
- 2) que los créditos eventualmente liberados, en caso de una revisión inferior a dichas evaluaciones, podrían aplicarse al financiamiento de proyectos cuyo costo hubiera sido aumentado.

Tengo el honor de rogarle se sirva confirmar la aprobación de su Gobierno al respecto.

Sírvase aceptar, Señor Presidente, la seguridad de mi consideración distinguida.

(fdo) J. Maurtua

Señor Presidente
de la Delegación Francesa



Paris,

Señor Presidente,

Tengo el honor de acusar recibo de su atenta del día de hoy, cuyo texto es el siguiente :

"En el curso de las conversaciones respecto al Protocolo firmado el día de hoy, le hice observar el carácter estimativo de algunos montos fijados como costos de las operaciones en él descritas.

Usted tuvo a bien indicarme :

- 1) que las autoridades francesas estarían, en principio, dispuestas a otorgar al Gobierno Peruano facilidades complementarias de crédito, en forma de créditos privados garantizados por "La Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur", para financiar las eventuales mejoras, a título de reajuste, que se hicieran en los montos repatriables indicados en el Protocolo.
- 2) que los créditos eventualmente liberados, en caso de una revisión inferior a dichas evaluaciones, podrían aplicarse al financiamiento de proyectos cuyo costo hubiera sido aumentado.

Tengo el honor de rogarle se sirva confirmar la aprobación de su Gobierno al respecto".

Tengo el honor de confirmar la aprobación de mi Gobierno sobre lo que precede.

Sírvase aceptar, Señor Presidente, la seguridad de mi más alta consideración.

(fdo) G. NEBOT

Señor Presidente
de la Delegación Peruana



